

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier

Le 4 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PAUCHARD

1, Bd X. Pauchard
71400 Autun

Références : AM/MB/2022/L_220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/02/2022 dans l'établissement PAUCHARD implanté 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun. L'inspection a été annoncée le 27/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.
L'action nationale 2022 - risques incendie dans les installations de traitement de surface - applicable aux installations "existantes" soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 a été réalisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAUCHARD
- 1, Bd X. Pauchard 71400 Autun
- Code AIOT dans GUN : 0024700014
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

L'établissement fabrique des cuves destinées à contenir des fluides sous pression. La production peut être réalisée en série (capacité de 50 l à 5000 l, pression jusqu'à 11 bars) ou sur mesure (les volumes et pressions peuvent alors être supérieurs).

Les activités réalisées principalement sur le site sont des opérations :

- de travail des métaux : découpe, poinçonnage, pliage, cylindrage, emboutissage ;
- de traitement de surface : décapage, dégraissage, fluxage, galvanisation (jusqu'à une capacité de 5000 l).

L'établissement emploie environ 45 personnes.

Le référentiel de l'inspection sera principalement constitué par :

- l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 3260 ;
- l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2006-3631 du 07 décembre 2006 ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°10-02738 du 21 juin 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative et modifications réalisées sur le site ;
- maîtrise du risque incendie ;
- moyens de lutte contre l'incendie ;
- gestion des déchets ;
- maîtrise de la pollution des sols ;
- garanties financières.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Situation administrative des installations exploitées	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3
Modification des installations	Code de l'environnement, article L.181-14
Installations électriques - contrôle annuel	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 30.2 et 33
Rétention des cuves de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Moyens de lutte contre l'incendie - équipement et contrôle	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 32.5
Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Plan d'intervention en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 32.4
Aire de manipulation de produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.4.1
Garanties financières	Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article art 6

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Désenfumage – présence de DEFNC	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.1 et 11.2
Nature des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 07/12/2006, article 12.4 et 13
Sécurité	Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 29

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit :

- déterminer la situation administrative des installations qu'il exploite et mettre en place les dispositions applicables aux installations relevant de la directive IED ;
- porter à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications réalisées dans son établissement, notamment les actions mises en oeuvre suite à l'incendie de 2016 et justifier de la conformité des installations avec la réglementation qui leur est applicable ;
- mettre en oeuvre les actions nécessaires pour que les installations électriques de l'établissement ne soient plus considérées comme à risques incendie ;
- mettre en oeuvre des actions afin que les rétentions placées sous les cuves de l'atelier décapage, dégraissage, fluxage respectent la réglementation qui leur est applicable : rétention vide, détection en point bas, état contrôlable...) ;
- s'assurer qu'il dispose en permanence d'un volume d'eau d'extinction disponible en adéquation avec le risque à défendre ;
- mettre en oeuvre des actions et des équipements permettant la rétention sur site des eaux susceptibles d'être polluées (déversement accidentel ou incendie) ;
- faire réaliser le pompage des déchets aqueux industriels sur un sol étanche et disposer des équipements permettant d'assurer la rétention de la zone de pompage ;
- transmettre une évaluation du montant de ses garanties financières.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative des installations exploitées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 3

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

Situation administrative mentionnée à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2006 et à l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2010

AP de 2006 article 3

APC de 2010 article 1

Désignation	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Régime	Réf. sur plan
Nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc. de revêtement métallique ou traitement de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564.2. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres	63,4 m ³	2565.2.a	A	AC ₁
Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par immersion ou par pulvérisation de métal fondu		2567	A	AC ₂
Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces (métaux, matières plastiques, etc.) par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques. Le volume étant supérieur à 200 litres, mais inférieur ou égal à 1500 litres	0,6 m ³	2564.2.	D	AC
Installations de réfrigération ou compression fonctionnant	82,5 Kw	2920.2.b	D	AC

Désignation	Capacité	Rubrique de la nomenclature	Régime	Réf. sur plan
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...).2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :	10kg/j	2940.2.b	N.C.	AC ₃
a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour				

à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa. : 1. Compriment ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques 2. Dans tous les autres cas : b) Puissance supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :				
Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile...).2. Lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le " trempé " (Pulvérisation, enduction...). Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est :	65kg/j	2940.2.b	D	AC ₃
a) Supérieure à 100 kilogrammes/jour b) Supérieure à 10 kilogrammes/jour, mais inférieure ou égale à 100 kilogrammes/jour				
Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant 2. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW :	254kW	2560.2	D	AC
Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167-C et 322-B-4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée par seconde. A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seule ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW.	3 085 KW	2910.A.2	D	AC
Ateliers de charge d'accumulateurs. La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	11,8 Kw	2925	D	AC

Constats : l'exploitant indique que les installations n'ont pas été modifiées depuis l'arrêté préfectoral de 2006.

Suite à l'incendie de 2016 du local de dégraissage, décapage et fluxage, les installations ont été reconstruites à l'identique (mêmes volumes de cuve, mêmes produits).

Les cuves présentes dans les installations se composent :

- d'une cuve de dégraissage de 12 m³ (cuve rarement utilisée) ;
- de trois cuves de 12 m³ d'acide chlorhydrique à 15,6 % (décapage);
- d'une cuve de fluxage de 12 m³ contenant un mélange de chlorure de zinc et de chlorure d'ammonium ;
- d'une cuve de zinc en fusion de 11,5 m³ ;
- de trois cuves de rinçage (deux pour le décapage, une pour le dégraissage).

Avant l'inspection, l'exploitant avait transmis la situation administrative des installations exploitées

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Volume
3260	A	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³	Capacité des baigns de 63,4 m ³ (rubrique 3260 si volume supérieur à 30 m ³)
2567	A	Galvanisation, étamage de métaux ou revêtement métallique d'un matériau quelconque par un procédé autre que chimique ou électrolytique. 1. Procédés par immersion dans métal fondu, le volume des cuves étant : a. Supérieur à 1 000 l	À définir 11,5 m ³ 81,65 T

Rubrique	Classement	Libellé de la rubrique (activité)	Volume
2910-A-2	D	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes. A. Lorsque sont consommés exclusivement, seule ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a ou au b (i) ou au b (ii) de la définition de biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique du bois brut relevant du b (v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	3085 KW
2925	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d')	11,8 Kw

Constat 1-23022022 : la situation administrative transmise par l'exploitant le 19 janvier 2022, avant la visite, est incomplète et erronée (le volume de la cuve de dégraissage est à prendre en compte au titre de la rubrique 2565 et non de la rubrique 3260, le classement de la cuve de fluxage est à déterminer).

La nomenclature ICPE ayant évolué depuis la rédaction de l'arrêté préfectoral de 2006, l'exploitant doit se positionner sur le classement au titre de la nomenclature ICPE des installations exploitées.

Sont notamment attendu un positionnement :

- au titre des rubriques : 2564 - 2565 - 3260 – 2567 – 3230-c – 4510 et 4511 ;
- sur le statut IED des installations exploitées et l'éventuel choix du BREF principal ;
- le potentiel statut Seveso du site.

Le classement au titre des rubriques 4510 et 4511 ainsi que le statut Seveso du site sont demandés car le chlorure de zinc, présent dans le bain de fluxage, et potentiellement présent dans le bain de zinc, les mattes et les cendres, est affecté de la mention de danger H410. Suivant la concentration du chlorure de zinc dans ces mélanges et solides, l'installation est potentiellement à classer au titre des rubriques 4510 et 4511.

Les installations exploitées ne sont plus classées au titre de la nomenclature ICPE pour les rubriques suivantes :

- 2940 : arrêté préfectoral complémentaire du 21/06/2010 (volume d'activité maximal 10 kg/j) ;
- 2920 : rubrique supprimée de la nomenclature ICPE ;
- 2925 : la puissance de 11,8 kW est désormais inférieure au seuil de déclaration.

Observations : Compte tenu des capacités des installations exploitées, l'établissement PAUCHARD relève de la Directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (Directive IED) à minima au titre de la rubrique 3260, potentiellement au titre de la rubrique 3230-c.

En conséquence les dispositions de la section 8 chapitre V livre V du code de l'environnement (article R. 515 -58 à R. 515-84) s'appliquent à l'établissement et ces dispositions doivent être mises en oeuvre.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement article L.181-14
Thème(s) : Modification des installations
Prescription contrôlée : Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32. L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées. Constat 2-23022022 : suite à l'incendie de 2006 de l'atelier de dégraissage, décapage et fluxage, celui-ci a été reconstruit sans que cette reconstruction n'ait été portée à la connaissance du préfet de Saône-et-Loire. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation, les modifications réalisées. Il justifiera notamment que l'installation reconstruite respecte la réglementation qui lui est applicable (notamment les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006, l'arrêté préfectoral complémentaire de 2010, l'arrêté ministériel du 30 juin 2006, l'arrêté ministériel du 09 avril 2019). Pour répondre à cette demande l'exploitant pourra utilement consulter la page internet DREAL qui précise les éléments attendus sur ce type de dossier de déclaration de modifications : http://www-maj.bourgogne-franche-comte.e2.rie.gouv.fr/declarer-une-modification-dans-une-icpe-a8521.html
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives-DENFC
Prescription contrôlée : II. Les bâtiments abritant l'installation sont équipés en partie haute de dispositifs conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Constats : lors de la reconstruction de la toiture de l'atelier de décapage, dégraissage et fluxage un espace a été laissé libre entre le haut des murs et la toiture afin de permettre une évacuation naturelle de la fumée et de la chaleur. En cas d'incendie, les fumées et la chaleur pourront également s'évacuer naturellement par trois ouvertures permanentes d'environ 1,5 m ² chacune, placées sur les parties hautes des pignons de l'atelier.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques - contrôle annuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 30.2 et 33
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : 30.2. – Installations électriques Les installations électriques sont conformes à la réglementation en vigueur et en particulier aux normes NFC 14 100 et NFC 15 100. Les caractéristiques de ces équipements sont périodiquement contrôlées. Les vérifications doivent être effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur. Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants de circulation. Article 33 – CONTRÔLES Un contrôle, par un organisme indépendant, de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.
Constat 3-23022022 : Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé du 25 au 27/05/2021. Le rapport de la société Apave, en lien avec ce contrôle, fait état de 9 observations dont 8 récurrentes. Le rapport fait également état, qu'à la demande du responsable maintenance, les locaux « désaffectés » n'ont pas été contrôlés. L'Inspection rappelle que ces locaux sont inclus dans le site autorisé et qu'ils n'ont pas fait l'objet de cessation partielle d'activité. Ils sont donc toujours soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2006, donc au contrôle des installations électriques. De plus, ces locaux ne peuvent être considérés comme inexploités. Il a notamment été observé dans ces locaux la présence : <ul style="list-style-type: none">- de déchets : matras, cendres, résidus de chaudronnerie ;- de cuves contenant les eaux utilisées pour les épreuves hydrauliques des équipements sous pression construits ;- de divers matériels entreposés. Ces zones pourront être considérées comme ne nécessitant pas de contrôle des installations électriques uniquement sur justification de l'absence d'équipement fonctionnant à l'électricité dans ces zones et que ces zones ne sont pas alimentées en électricité. Le compte rendu du rapport de vérification périodique (Q18) conclut que les installations électriques peuvent entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. L'exploitant établira un plan d'action pour remettre en conformité les équipements électriques des installations qu'il exploite. Il définira les remises en conformité à réaliser en priorité et fixera des échéances pour chacune d'elles. Une copie du plan d'action sera transmise à l'inspection des installations classées. Lors du prochain contrôle des installations électriques, l'absence de risque dans les locaux « désaffectés » devra être actée par le prestataire ou dans le cas contraire, le contrôle devra également porter sur les installations électriques de ces locaux. Le rapport en lien avec le contrôle par thermographie infrarouge réalisé le 13/01/2022 par la société TEC Contrôles fait état d'une observation de priorité 2 (action sous 2 mois). Le délai pour la remise en conformité n'était pas échu le jour de la visite. L'exploitant s'est engagé à faire intervenir son service maintenance qui est selon lui en capacité technique d'effectuer l'opération requise.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6-I
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Art -6 - I Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts. Les échangeurs de chaleur de bains sont en matériaux capables de résister à l'action chimique des bains. Les systèmes de chauffage des cuves sont équipés de dispositifs de sécurité qui permettent de détecter le manque de liquide et d'asservir l'arrêt du chauffage. Les résistances éventuelles (bains actifs et stockages) sont protégées mécaniquement. Constats : Les cuves d'acide chlorhydrique et de fluxage sont chauffées via des thermoplongeurs. Les thermoplongeurs sont protégés mécaniquement contre les chocs. Des capteurs de niveau, via flotteur, sont présents, ces capteurs sont asservis au système de chauffage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Rétention des cuves de traitement de surface

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 6.I
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Les capacités de rétention de plus de 1 000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Constats : Les cuves de dégraissage, décapage, fluxage et les cuves de rinçage sont placées dans une grande rétention. Celle-ci est compartimentée, en partie basse, en 3 zones (dégraissage, décapage et fluxage). Chacune de ces zones dispose d'un regard.
Constat 4-23022022 : les volumes des rétentions sont supérieurs à 1000 litres. Elles ne sont pas équipées de détecteur en point bas. Lors de la visite du liquide était présent en fond de rétention. Selon l'exploitant, la présence de liquide est inévitable, elle est liée au transfert des équipements traités entre les différents bains. Compte tenu de la configuration des installations, l'étanchéité des réservoirs est difficilement contrôlable à tout moment.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie - équipement et contrôle

Référence réglementaire : arrêté ministériel du 30/06/2006, article 10

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte

Prescription contrôlée :

Article 10 arrêté ministériel du 30/06/2006

L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.

Ces moyens sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 32.5

32.5. – Moyens matériels et humains

32.5.1. – Moyens matériels

L'établissement doit être doté au moins de :

- 31 extincteurs
- une douche portative
- 2 poteaux d'incendie.

L'ensemble de ces matériels est accessible et utilisable en toute circonstance. Ils sont conformes aux normes en vigueur et compatibles avec les moyens de secours publics.

Une aire d'aspiration stabilisée de 32 m² minimum (4 m x 8 m) présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kilo-newton est aménagée sur l'Arroux. Elle répond aux caractéristiques suivantes :

- la hauteur d'aspiration n'est pas supérieure à 6 mètres dans les conditions les plus défavorables.
- en bordure d'une chaussée carrossable d'une largeur minimale de 3 m, facilement accessible en toutes circonstances, de telle façon que la distance par rapport aux constructions projetées les plus éloignées ne soit pas supérieure à 400 m.

32.5.2. – Moyens humains

L'exploitant constitue sans délai une équipe de première intervention.

Constats : le compte rendu de vérification périodique (Q4) du 25/06/2021 indique que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.

Le plan d'évacuation du site matérialise plus de 31 extincteurs.

Trois poteaux incendie publics sont présents à proximité de l'établissement, l'exploitant n'a pas connaissance de leurs débits et de la réserve d'eau à laquelle ils sont reliés.

L'exploitant n'a pas connaissance de l'existence d'une aire d'aspiration sur l'Arroux, cours d'eau situé à proximité de l'établissement.

Environ 30 personnes, toujours présentes dans l'établissement, ont été formées le 23 novembre 2019 pour intervenir en cas de début d'incendie.

Constat 5-23022022 : l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose du volume d'eau d'extinction nécessaire pour combattre un incendie. Ce volume n'a pas été dimensionné dans l'étude des dangers intégrée dans le dossier de demande d'autorisation de 2005 – 2006, ce dimensionnement doit être réalisé.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue. 11.4.2 Système de confinement (AP du 07/12/2006) Un système est aménagé de façon à diriger tout écoulement des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux pluviales, vers une capacité de rétention d'un volume suffisamment dimensionné. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié.
Constat 6-23022022 : l'établissement et l'installation classée au titre de la rubrique 3260 ne sont pas équipés pour collecter les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'intervention en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 32.4
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'intervention
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, pour son établissement, un plan d'intervention en cas de sinistre. Ce plan définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires de lutte contre les sinistres et de secours dont il dispose compte tenu de la nature, de la consistance et des conditions de mise en œuvre des moyens de secours privés dont il s'est assuré le concours et des moyens de secours publics dont il a connaissance. La procédure à mettre en cas de nécessité de confinement des eaux est décrite ainsi que les manœuvres à réaliser si le bassin de confinement est rempli.
Constat 7-23022022 : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le plan d'intervention à suivre en cas de sinistre attendu à l'article 32.4.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention de la pollution des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.1 et 11.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation eau et dispositif de protection du réseau d'alimentation d'eau
Prescription contrôlée : 11.1. – Limitation des consommations d'eau Les réseaux internes « ville » et « puits » sont clairement séparés afin d'interdire toute contamination du réseau « ville » à l'intérieur même de l'usine. Les eaux d'épreuves doivent être recyclées dans la mesure du possible. 11.2. – Réseaux Le raccordement sur le réseau public est équipé d'un disconnecteur à pression réduite contrôlable. Aucune interconnexion n'existe entre le réseau public et celui venant des puits.
Constats : L'eau utilisée pour les épreuves hydrauliques des équipements sous pression fabriqués est désormais recyclée. Un circuit fermé pour ces eaux a été mis en place. Les ouvertures du "puits" côté atelier et côté Arroux ont été bouchées. Deux disconnecteurs sont présents dans l'établissement, l'exploitant a justifié que le prochain contrôle de ces équipements était programmé pour le 01/04/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nature des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 07/12/2006, article 12.4 et 13
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des effluents
Prescription contrôlée : 12.4. – Nature des effluents Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement. Article 13 – TRAITEMENT 13.1 . – Eaux domestiques (ED) Elles sont raccordées au réseau public d'assainissement. 13.2. – Eaux pluviales et autres eaux propres (EP) Les eaux pluviales sont collectées par un réseau spécifique et rejetées au milieu naturel. Après analyses faites selon les modalités prévues à l'article 15.1 et si leur qualité le permet, les eaux d'épreuve sont rejetées au réseau d'eaux pluviales. Les eaux de ruissellement des aires de chargement de déchargement ou de stationnement non couvertes transitent par un séparateur à hydrocarbures. Le nombre de rejets est aussi limité qu'il est techniquement possible. 13.3. – Eaux des cuvettes de rétention et bassins de confinement (EC) Après contrôle, elles sont soit rejetées dans le réseau des eaux pluviales sous réserve de satisfaire les prescriptions ad hoc du présent arrêté, soit traitées préalablement avant rejet en tant qu'eaux résiduaires. A défaut, elles sont éliminées comme des déchets. 13.4. – Eaux résiduaires autres (EU) Le rejet d'eau à usage industriel est interdit.
Constats : selon l'exploitant, aucun effluent industriel issu des installations exploitées n'est rejeté dans le milieu naturel ou vers une station d'épuration communale. Les eaux utilisées pour réaliser les épreuves hydrauliques ne sont jamais changées, elles sont filtrées et réutilisées. Les eaux des machines à laver sont en circuit fermé. Les effluents issus du décapage, dégraissage, fluxage sont évacués en tant que déchets. Ces déchets industriels sont entreposés dans trois cuves aériennes placées sur rétention.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire de manipulation de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 11.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Manipulation des déchets aqueux industriels
Prescription contrôlée : Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosses étanches, ou assimilés. Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.
Constats : Les déchets industriels générés sur le site sont évacués par camion citerne. Lors des opérations de pompage, le camion est stationné dans une cours intérieure.
Constat 8-23022022 : le sol de la cour intérieure est en terre et n'est pas étanche. Il a été observé entre la cour et le bâtiment, siège de l'entreposage des déchets, la présence d'un caniveau, qui selon l'exploitant, est directement relié au réseau des eaux pluviales, sans possibilité de créer une rétention.
Observations : Il est rappelé à l'exploitant : -que l'ensemble des évacuations de déchets doit être reporté sur un registre des déchets comportant les éléments attendus à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31/05/2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (NOR : TREP2110485A) ; - qu'en cas d'évacuation de plus de 2 tonnes de déchets dangereux l'année N, une déclaration GEREP doit être réalisée avant le 31 mars de l'année N+1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/12/2006, article 29
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité
Prescription contrôlée : Article 29 – ACCÈS, SURVEILLANCE L'établissement est clôturé sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, est suffisamment résistante pour empêcher l'accès aux installations. Les zones dans lesquelles il existe des situations dangereuses en fonctionnement normal des installations, définies sous la responsabilité de l'exploitant, se situent à l'intérieur du périmètre clôturé de l'établissement. Les accès à l'établissement sont constamment surveillés ou, à défaut, fermés. Seules les personnes autorisées par l'exploitant sont admises dans l'établissement.
Constats : la limitation d'accès au site n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2012, article 6
Thème(s) : Actualisation du montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant présente tous les cinq ans un état actualisé du montant de ses garanties financières. Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une modification du coût de mise en sécurité nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.
Constat 9-23022022 : depuis 2014, l'exploitant n'a pas transmis d'état actualisé du montant de ses garanties financières. Afin de statuer sur la nécessité de constitution de garantie financière, il convient que l'exploitant propose un état actualisé du montant de ses garanties financières et transmette l'ensemble des documents et pièces justificatives.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet